

## Etablissement public du parc national des Calanques

### Décision individuelle

N°2017- 022

<p><b>Pétitionnaire</b> : CD13 <b>Nature de la demande</b> : Travaux Construction Installation <b>Localisation</b> : Barasse - Marseille <b>Nature des Travaux</b> : Réalisation de sondages géotechniques</p>
--

#### **Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4, R. 331-18;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment son article 7.II.7. 2° qui prévoit que peuvent être autorisés « des travaux nécessaires à la sécurité publique » ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la charte du Parc national des Calanques approuvée par l'article 27 du décret du 18 avril 2012 susvisé – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 11 et 12 ;

Vu la délibération n° CS-2012-06 du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques portant délégation de compétence consultative à sa Présidente ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par le Conseil Départemental Des Bouches du Rhône représenté par Bruno Bailly, en date du 13 décembre 2016 ;

Vu l'avis favorable de la présidente du Conseil scientifique du Parc national des Calanques en date du 1 février 2017 ;

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000, qui n'a pas révélé la présence dans la zone considérée d'espèces protégées et d'habitats d'intérêt communautaire;

Considérant que les travaux projetés sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

## ARRETE

### Article 1

Dans le cadre de l'autorisation spéciale prévue au 1° du I. de l'article L. 331-4 du code de l'environnement, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, représenté par Bruno Bailly, est autorisé à réaliser des sondages géotechniques situés dans le cœur du Parc National des Calanques.

### Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. Le Conseil départemental devra prévenir le Parc 7 jours avant le début des travaux à [contact@calanques-parcnational.fr](mailto:contact@calanques-parcnational.fr).
2. Le périmètre des travaux sera conforme au dossier fourni.
3. Les engins ne devront pas stationner sur l'espace naturel. Un tapis absorbant devra être placé lors de leur stationnement sur le chantier.
4. Chaque engin possèdera un kit anti-pollution.
5. Le talus qui sera fait pour la piste avale et les accès devront être défaits à l'issue du chantier pour une remise en état du talus originel.
6. Le site, à la clôture des travaux, devra être laissé dans un parfait état de propreté. Tous les déchets devront être évacués.
7. Une visite de fin de chantier sera effectuée avec le Parc.

### Article 3

La présente autorisation est délivrée pour la période du 6 février au 31 mars 2017.

### Article 4

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans les espaces de cœur du Parc national des Calanques et ne se substitue pas aux obligations, et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

### Article 5

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Calanques.

À Marseille, le 01 février 2017,

Le Directeur



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.